

JULIEN FARGES, SECRÉTAIRE NATIONAL, RESPONSABLE DU SECTEUR INTERNATIONAL DU SNES-FSU



UNE DÉLÉGATION FÉDÉRALE a participé au 10^e Congrès de l'Internationale de l'Éducation (IE) à Buenos Aires fin juillet-début août. Les 26 et 27 novembre a eu lieu à Budva au Monténégro le Congrès du Conseil Syndical Européen de l'Éducation (CSEE) qui est l'organisation régionale de l'IE pour l'Europe. Nous avons interrogé Julien Farges, responsable du Secteur International du SNES-FSU sur les enjeux de ces deux Congrès et sur son engagement à l'international.

> Peux-tu nous dire en quelques mots ce qui t'a amené à t'intéresser aux questions internationales, notamment dans les dimensions syndicales ?

J'ai longtemps hésité entre l'enseignement et les Relations Internationales, à défaut de pouvoir choisir, je fais les deux. J'ai étudié l'histoire à Barcelone grâce à Erasmus puis les Relations Internationales à Madrid. Après le CAPES, j'ai passé une DNL et j'enseigne l'histoire-géographie dans une section bachibac.

Syndicalement, je suis au SNES-FSU depuis mon année de stage. J'ai d'abord milité dans mon établissement puis dans mon département. Un jour, j'ai découvert l'existence du secteur international du SNES-FSU, je les ai contacté et c'est là que tout a commencé.

> Parmi les thématiques développées par les Congrès de l'IE et du CSEE, quelles sont celles qui te semblent les plus intéressantes à partager ?

Elles sont nombreuses mais je vais choisir celle de l'attractivité des métiers de l'éducation. J'ai beaucoup aimé le titre du Congrès CSEE « Lutter pour l'avenir de l'éducation publique dans une Europe sociale ». A l'international, on se rend compte à quel point la pénurie d'enseignant-es est un phénomène mondial. Les problèmes sont identiques et identifiés : les faibles salaires, les conditions de travail dégradées, l'absence de dialogue social sont quelques exemples. Les solutions sont également connues,

elles sont dans les 59 recommandations du groupe de Haut Niveau de l'ONU. Il faut pousser les gouvernements à les appliquer.

> À Budva, tu as été élu à la vice-présidence du CSEE. Quel est le rôle de cette organisation ? Quelles sont les priorités que se donne le CSEE suite à ce Congrès ?

Le CSEE est la voix des 123 syndicats européens de l'éducation auprès des institutions européennes comme le Parlement ou la Commission. Il impulse des campagnes, sur l'attractivité par exemple, il mène des projets d'études, par exemple sur l'inclusion des réfugié-es et des migrant-es dans les systèmes éducatifs. Il soutient les organisations membres qui sont menacées dans leur pays.

Le Congrès de Budva a doté le CSEE d'un plan stratégique pour la période 2025-2028. Parmi les priorités, on peut citer la lutte contre la privatisation et la marchandisation de l'éducation, la revalorisation du statut des enseignant-es, le renouvellement syndical, le renforcement de la solidarité, etc.

> Comment vois-tu les possibilités de travail et les chantiers communs entre la CGT et la FSU au niveau de l'Internationale de l'Éducation ?

Avec beaucoup d'optimisme. Nous avons de très nombreuses convergences et le Congrès de Buenos Aires a montré à quel point nous pouvons faire du bon travail ensemble.